

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

T. LOUA

## Statistique générale de la France

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 17 (1876), p. 65-84

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1876\\_\\_17\\_\\_65\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1876__17__65_0)

© Société de statistique de Paris, 1876, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

### III.

#### STATISTIQUE GÉNÉRALE DE LA FRANCE.

(Année 1872.)

Le service de la statistique générale de France a publié, le 15 octobre dernier, le deuxième volume de sa seconde série.

Cet énorme grand in-quarto, qui ne renferme pas moins de 140 pages de texte et 380 pages de tableaux, offre le résumé des données statistiques recueillies par l'administration sur l'année 1872, en ce qui concerne :

- 1° Le mouvement de la population;
- 2° Les consommations, d'après le relevé des octrois;
- 3° Les salaires de la petite industrie;
- 4° Les bureaux de bienfaisance;
- 5° Les établissements hospitaliers, y compris le service des enfants assistés;
- 6° L'aliénation mentale;
- 7° Les monts-de-piété;
- 8° Les libéralités aux établissements publics;
- 9° La statistique agricole;
- 10° Les sinistres.

Nous avons entrepris d'en faire l'analyse, en nous efforçant de tirer de l'aridité des chiffres tous les enseignements utiles qu'ils comportent. A cet égard, notre tâche sera facile, car nous n'aurons qu'à suivre à peu près pas à pas l'introduction qui précède les tableaux, et où les faits sont appréciés avec la plus grande clarté. Pour ne pas fatiguer l'attention, nous courrons rapidement au but; toutefois, au

milieu de tant de matériaux variés, nous tâcherons de ne rien omettre d'essentiel ; enfin, si quelque observation personnelle nous échappe, nous en demandons d'avance pardon à nos lecteurs.

### I. — Mouvement de la population.

Cette partie de la statistique nous fait connaître les conditions de la vie et de la mort dans notre pays; elle nous apprend en outre quelle est la mesure de notre reproduction. Elle intéresse donc à la fois et notre bien-être présent, et notre puissance à l'avenir. Après tant de désastres, il est bon de savoir ce que nous sommes devenus.

Disons d'abord que l'année 1872 est une année privilégiée; elle a bénéficié, en ce qui concerne le nombre des mariages, des unions que les événements avaient retardées pendant les deux années précédentes: le chiffre des naissances s'est accru, et les décès ont diminué de l'excès même de la mortalité des deux dernières années, lesquelles ont, en quelque sorte, pris à leur charge une notable partie des décès que l'ordre naturel des choses réservait à l'année 1872. Il n'y aura donc pas lieu de s'étonner si l'année 1873, quoique se présentant dans des conditions normales, n'offre pas, à ces divers points de vue, des résultats aussi favorables que ceux que nous allons signaler.

Le nombre des mariages s'est élevé, en 1872, à 352,754, ce qui équivaut à 0.98 mariage par 100 habitants; or, cette proportion n'avait jamais, même aux époques les plus prospères, dépassé 0.82.

En s'appliquant à la population tout entière, ce rapport ne tient pas compte de la composition même de la population, dont une partie seule est apte au mariage. La statistique de la France évalue à 8,768,839, ou au quart de la population totale, le nombre de ceux qui peuvent être appelés à se marier. En rapportant les mariages de 1872 à cette partie de notre population, on trouve que sur 1,000 individus susceptibles de se marier, le nombre des mariages effectués a été de 80.

L'aptitude au mariage varie d'ailleurs avec l'âge des conjoints; c'est ainsi qu'on constate qu'elle est à son maximum, pour les hommes, à 29 ans, et pour les filles à 26. Elle varie également selon leur état civil, car si la chance de se marier est à peu près la même pour les filles et les garçons, les veufs sont à cet égard trois fois plus favorisés que les veuves.

Les veufs des deux sexes se sont d'ailleurs mariés, en 1872, dans une proportion bien plus élevée que dans les temps ordinaires; il est vrai que les événements de 1870-1871 en avaient tellement augmenté le nombre, que, d'après le recensement de 1872, notre population comptait 82 veufs pour 1,000 habitants, lorsqu'il n'y en avait que 74 pour 1,000 lors du dénombrement de 1866.

Il y a eu en France 966,000 naissances en 1872, ce qui correspond à 2,675 naissances par 100 habitants; en temps normal, cette proportion se maintient à 2.66 environ. Il en résulte que, malgré l'augmentation très-sensible, en 1872, du chiffre des naissances, la *natalité* ne s'est que bien peu modifiée. La France reste toujours le pays où l'on fait le moins d'enfants.

Les enfants et les vieillards au-dessus d'un certain âge ne contribuant en rien à la production des naissances, il convient, pour avoir une idée plus précise de la fécondité de notre pays, de rapporter les naissances annuelles aux femmes dans

l'âge de la production, c'est-à-dire de 15 à 45 ans. — Voici les résultats qu'on a obtenus en procédant ainsi :

*Naissances par 100 femmes de 15 à 45 ans.*

PÉRIODES et années.	
1851-1856. . . . .	11.25
1861-1866. . . . .	11.68
1869 . . . . .	11.21
1870 . . . . .	11.15
1871 . . . . .	9.77
1872 . . . . .	11.84



En 20 ans, la fécondité de notre population se serait donc accrue de 0.59 p. 100 environ, mais en passant en 1871 par le taux le plus bas qu'elle ait atteint depuis le commencement de ce siècle.

Sur les 966,000 enfants nés en 1872, 69,653 sont nés hors mariage; la proportion des enfants naturels se trouve être de 7.21, en diminution de 0.08 p. 100 environ sur une année normale. Dans le département de la Seine, la proportion des enfants naturels est de 24.60; elle s'élève encore à 10,42 dans la population urbaine des départements, mais elle descend dans les campagnes à 4.08 p. 100. En général, il n'y a une proportion notable d'enfants naturels que dans les grands centres de population et dans un assez petit nombre de départements. Ajoutons que le tiers environ des enfants naturels est reconnu, et que chaque année un certain nombre d'entre eux sont légitimés par le mariage ultérieur de leurs parents.

Dans ce qui vient d'être dit il n'est question que des enfants nés vivants, mais pour connaître l'ensemble des conceptions, il faut mentionner ceux qui sont morts en naissant ou avant que leur naissance ait été déclarée. Les *mort-nés* se sont élevés, en 1872, au nombre de 43,967, et on regrette de voir que leur nombre augmente chaque année; il y a d'ailleurs deux fois plus de mort-nés dans les enfants naturels que dans ceux qui sont nés dans le mariage.

Comme particularité intéressante du chapitre des naissances, on ne doit pas oublier les accouchements multiples. En 1872, pour 948,407 accouchements simples, on a compté 17,595 accouchements multiples. On remarque que ces derniers donnent lieu à trois fois plus de mort-nés que les accouchements simples. Ils donnent lieu également à une plus grande proportion de filles.

Passons aux décès et rappelons qu'en 1871 ils s'étaient élevés à 1,271,010, après avoir été successivement, en 1869, de 864,320, et en 1870, de 1,046,909.

En 1872, nous avons des résultats bien différents, puisqu'on n'en compte que 793,064, c'est-à-dire 477,946 de moins qu'en 1871, et 71,256 de moins qu'en 1869. — En d'autres termes, le taux de la mortalité, qui était de 2.34 en 1869 et qui s'est élevé en 1871 à 3.48, n'est plus en 1872 que de 2.19.

En résumé, la population s'est accrue en 1872, par le seul fait de l'excédant des naissances sur les décès, de 172,936 habitants.

Cet excédant est le plus considérable qui ait été signalé jusqu'à ce jour dans notre pays, mais que d'années s'écouleront encore avant que nous ayons pu compenser les pertes énormes que l'invasion nous a fait subir!

De toutes les causes qui influent sur la mortalité, la plus constante et la plus

régulière étant celle de l'âge, nous croyons utile de reproduire le tableau qui en fait connaître les variations depuis l'enfance jusqu'à l'extrême vieillesse. On y verra que si le danger de mourir est excessif aux deux extrêmes de la table, l'homme jouit d'une sorte de *sécurité* relative depuis cinq ans jusqu'à soixante ans environ.

1. — *Mortalité par âges.*

ÂGES.	POPULATION.	DÉGÈS.	MORTALITÉ P. 100.
De 0 à 1 an . . . . .	696,735	146,828	21.07
De 1 à 5 ans. . . . .	2,655,282	82,420	3.10
De 5 à 10 ans. . . . .	3,267,911	25,210	0.77
De 10 à 15 ans. . . . .	3,140,817	15,029	0.48
De 15 à 20 ans. . . . .	3,047,622	19,168	0.63
De 20 à 25 ans. . . . .	3,172,581	28,960	0.91
De 25 à 30 ans. . . . .	2,604,721	27,399	1.05
De 30 à 35 ans. . . . .	2,542,038	26,116	1.03
De 35 à 40 ans. . . . .	2,485,258	25,496	1.03
De 40 à 45 ans. . . . .	2,329,188	27,176	1.17
De 45 à 50 ans. . . . .	2,196,007	28,807	1.31
De 50 à 55 ans. . . . .	1,974,384	32,696	1.66
De 55 à 60 ans. . . . .	1,786,346	38,702	2.17
De 60 à 65 ans. . . . .	1,503,133	47,733	3.18
De 65 à 70 ans. . . . .	1,101,370	52,534	4.77
De 70 à 75 ans. . . . .	837,357	64,331	7.68
De 75 à 80 ans. . . . .	468,279	53,572	11.44
De 80 à 85 ans. . . . .	190,230	32,876	17.28
De 85 à 90 ans. . . . .	61,871	13,695	22.13
De 90 à 95 ans. . . . .	12,927	3,592	27.79
De 95 ans. . . . .	2,036	660	32.42
De 100 ans. . . . .	190	64	33.68
	<u>36,076,283</u>	<u>793,064</u>	<u>2.19</u>

On vient de voir que la mortalité actuelle des enfants de 0 à 1 an est de 21 p. 100, c'est-à-dire presque égale à celle des individus qui ont atteint l'âge le plus avancé. Nous nous contenterons d'ajouter qu'en rapportant les décès de la première année aux naissances, on trouve que la proportion des décès, qui n'est que de 14 p. 100 pour les enfants légitimes, s'élève à 28.7, c'est-à-dire à plus du double pour les enfants naturels. On se rappelle que nous avons signalé un résultat tout semblable en parlant des mort-nés.

La table de mortalité qui précède a servi de base aux calculs au moyen desquels on a établi quel a été, en 1872, pour 100,000 naissances, le nombre des survivants, ainsi que la durée moyenne de la vie à chaque âge. Nous reproduirons également ce tableau.

ÂGES.	SURVIVANTS à chaque âge.	DURÉE DE LA VIE moyenne.
0 an. . . . .	100,000	40 ans 10 mois.
1 an. . . . .	80,935	49 — 4 —
5 ans. . . . .	71,473	51 — 8 —
10 ans. . . . .	68,770	48 — 7 —
15 ans. . . . .	67,142	44 — 8 —
20 ans. . . . .	65,064	41 — » —
25 ans. . . . .	62,163	37 — 10 —
30 ans. . . . .	58,977	34 — 9 —
35 ans. . . . .	56,024	31 — 5 —
40 ans. . . . .	53,222	27 — 11 —

ÂGES.	SURVIVANTS à chaque âge.	DURÉE DE LA VIE moyenne.
45 ans. . . . .	50,205	24 ans. 6 mois.
50 ans. . . . .	47,016	21 — » —
55 ans. . . . .	43,278	17 — 7 —
60 ans. . . . .	38,830	14 — 4 —
65 ans. . . . .	33,107	11 — 4 —
70 ans. . . . .	26,060	8 — 9 —
75 ans. . . . .	17,662	6 — 9 —
80 ans. . . . .	9,806	5 — 2 —
85 ans. . . . .	3,889	4 — 2 —
90 ans. . . . .	1,118	3 — 6 —
95 ans. . . . .	201	2 — 10 —
100 ans. . . . .	23	0 — 6 —

Malgré les circonstances exceptionnellement favorables de l'année 1872, cette table diffère peu de celle qu'on a établie, dans la statistique de la France, pour la période normale 1861-1865.

A part la question d'âge, il faut avoir égard, dans l'étude de la mortalité, au sexe et à l'état civil des décédés. En ce qui concerne le sexe, on constate qu'à presque toutes les périodes de la vie la mortalité du sexe féminin est moindre que celle de l'autre sexe. D'autre part, si l'on compare les célibataires aux mariés, on trouve que c'est la mortalité de ces derniers qui est la plus élevée, mais ici encore il y a une question d'âge, et si l'on excepte les mariés de moins de 20 ans, qui sont soumis à une mortalité exceptionnelle, et ceux de plus de 50 ans, époque vers laquelle il y a plus de survivants mariés que de célibataires, on trouve que, dans l'intervalle, la moindre mortalité se fixe de leur côté. Ajoutons qu'à tous les âges, les plus éprouvés sont les veufs.

La statistique du mouvement de la population en 1872 renferme un dernier tableau qui fait connaître la répartition des mariages, des naissances et des décès par mois.

Pour le mariage, les rapports *minima* se trouvent dans les mois qui correspondent au carême et à l'Avent, époques pendant lesquelles l'Église catholique ne célèbre les unions que sur une dispense spéciale. Toutefois, un autre minimum se produit au mois d'août, pendant lequel les populations rurales sont entièrement absorbées par les soins de la récolte.

Quant aux rapports *maxima*, ils se trouvent dans les mois qui précèdent les minima.

Par suite d'une exception particulière à l'année 1872, le *maximum* des conceptions, qui a lieu généralement en mai ou en juin, se trouve porté en juillet; ce maximum est précédé et suivi de deux minima, l'un en avril et l'autre en septembre.

Pour les décès, il faut distinguer : pour les enfants en bas âge, le maximum est en septembre; il recule au mois d'avril, pour la masse des individus âgés de 5 à 60 ans, et descend en janvier, c'est-à-dire au cœur de l'hiver, pour les vieillards. Il faut ajouter que l'influence des saisons n'est vraiment marquée qu'aux âges extrêmes de la vie.

## II. — Statistique des octrois.

Les comptes des octrois permettent d'apprécier l'importance relative des principales consommations dans les villes soumises à cette taxe, mais il y a lieu

d'examiner d'abord quelle est la situation financière des octrois, et quels ont été jusqu'à ce jour les développements de cette institution. — En voici le mouvement depuis 1823 :

ANNÉES.	NOMBRE des communes à octroi.	POPULATION comprise dans les rayons de l'octroi.	PRODUIT BRUT des octrois.	TAXE annuelle par habitant.
			francs.	
1823. . . . .	1,434	5,997,000	64,874,658	10 32
1833. . . . .	1,448	6,306,378	65,937,728	10 46
1843. . . . .	1,467	7,296,932	83,165,442	11 40
1853. . . . .	1,475	7,329,782	90,424,212	13 16
1862. . . . .	1,510	9,582,144	157,439,539	16 43
1872. . . . .	1,508	10,662,670	199,530,351	18 71

On voit qu'en moins de 40 ans, si le nombre des octrois n'a augmenté que de 5 p. 100, la population desservie a presque doublé, et le produit brut un peu plus que triplé. En même temps, la taxe par habitant s'est élevée de 10 fr. 32 à 18 fr. 71.

En 1872, le produit brut des octrois se décompose ainsi: Vins, 64,739,695 francs, cidres, poirés, hydromels, 1,499,067 francs; alcools, 8,628,853 francs; autres liquides, 20,685,668 francs; comestibles, 48,868,100 francs; combustibles, 23 millions 173,872 francs; fourrages, 10,527,714 francs; matériaux, 16,888,135 francs; objets divers, 4,519,247 francs.

L'octroi de Paris est, par ordre d'importance, le premier de tous. A lui seul il produit plus de 100 millions, c'est-à-dire une somme un peu plus élevée que celle de tous les octrois de province réunis, ainsi que le démontre le tableau suivant :

	PARIS.	AUTRES COMMUNES.
Vins . . . . .	43,078,585	21,661,110
Cidres, poirés, hydromels. . . . .	132,669	1,366,398
Alcools . . . . .	5,092,209	3,536,644
Autres liquides . . . . .	10,075,335	10,610,333
Comestibles . . . . .	15,309,195	33,558,905
Combustibles. . . . .	11,982,686	11,191,186
Fourrages . . . . .	4,233,708	6,294,006
Matériaux . . . . .	8,070,756	8,817,379
Objets divers . . . . .	2,820,159	1,699,088
	<u>100,795,302</u>	<u>98,735,049</u>

Si l'on examine les chiffres de ce tableau, on voit que, pour les vins, la taxe par habitant s'élève, à Paris, à 19 fr. 88, tandis que pour les autres communes elle n'a été en moyenne que de 2 fr. 89; pour les comestibles, elle est, à Paris, de 7 fr. 07, et pour les combustibles, de 5 fr. 53, lorsque, pour les mêmes objets, elle ne s'élève qu'à 4 fr. 48 et 1 fr. 49 pour les autres communes.

En étudiant le même tableau, on remarque que plus de la moitié, presque les trois cinquièmes du produit brut de l'octroi de Paris, provient de la taxe sur les boissons, tandis que ce même produit n'entre pas même pour les deux cinquièmes dans le produit brut des octrois en province.

A Paris, chaque habitant paie en moyenne, à l'octroi, 46 fr. 50, dont 26 fr. 94 pour les boissons et liquides; tandis que dans le reste du pays, la taxe moyenne, par tête, n'est que de 13 fr. 18, dont 4 fr. 96 pour les boissons.

Il y a lieu de remarquer, d'autre part, que les frais de perception sont beaucoup plus élevés pour les octrois départementaux que pour l'octroi de Paris. Pour les

premiers, en effet, le produit net s'élève à 86,985,181 francs, ou aux 88 centièmes du produit brut, soit 12 p. 100 de frais de perception, tandis que le produit net de l'octroi parisien atteint 94,937,724 francs ou les 94 centièmes; ce qui réduit les frais de perception à 6 p. 100 du produit brut, c'est-à-dire à la moitié du chiffre afférent aux octrois des départements.

Le tableau de la situation financière des octrois ne fait connaître les quantités soumises aux droits qu'en ce qui concerne le vin, le cidre et l'alcool.

Il résulte de ces quantités comparées à la population comprise dans le rayon des octrois, que la consommation moyenne est :

Pour le vin, de 136 litres;  
 Pour le cidre et ses similaires, de 17 litres;  
 Pour l'alcool, de 3 l. 97.

Ce sont les communes de la banlieue de Paris qui consomment le plus de vin; les communes à octroi du département d'Ille-et-Vilaine le plus de cidre, et enfin celles de la Seine-Inférieure le plus d'alcool.

Dans le rayon de Paris, la consommation du vin est de 180 litres par habitant, celle du cidre, de 1 litre, et celle de l'alcool, de 3 l. 46.

En général, on peut dire que la consommation du vin est relativement peu considérable dans les départements vinicoles; que celle du cidre se concentre, ou à peu près, dans les départements de la Bretagne et de la Normandie, et celle de l'alcool dans les départements du Nord.

En ce qui concerne la consommation de la viande dans les villes chefs-lieux de département, nous renvoyons aux tableaux de la *Statistique de France*; nous nous contenterons de donner ici la consommation de Paris.

	NOMBRE de bestiaux abattus.	POIDS moyen en viande.	QUANTITÉ de viande en kilogrammes.
Bœufs . . . . .	160,058	355	56,820,590
Vaches . . . . .	47,550	201	9,557,550
Veaux . . . . .	160,199	60	9,611,940
Moutons. . . . .	1,346,297	18	25,175,753
Agneaux et chevreaux . . . . .	510	19	5,100
Porcs. . . . .	140,775	70	11,121,225
Total des viandes provenant des animaux abattus . . . . .			112,292,158
Viandes dépecées apportées du dehors. . . . .			17,411,317
Total général. . . . .			129,703,475

soit 71 kil.  
par habitant.

Cette consommation est de 73 kilogr., en y comprenant les abats et issues.

Les tableaux de la *Statistique générale* fournissent d'autres renseignements très-précis sur un grand nombre d'autres objets de consommation, mais nous devons faire observer qu'en ce qui regarde Paris, ces tableaux ne donnent pas une idée complète de l'importance de ces articles, un assez grand nombre d'entre eux n'étant soumis à aucun droit à l'octroi, et payant en revanche un droit *ad valorem* dans les marchés des halles centrales. Les tableaux fournis chaque année par le *Bulletin municipal* permettent de faire ces distinctions.



### III. — Salaires de la petite industrie.

La statistique des salaires de la petite industrie est établie d'après la constatation des maires des villes chefs-lieux de département.

Elle a porté sur 62 corps d'état, et a fourni, pour les villes chefs-lieux réunies, Paris excepté, les résultats généraux suivants, qui indiquent les progrès accomplis pendant la période impériale.

#### *Moyenne des salaires des ouvriers nourris.*

ANNÉES.	SALAIRE ordinaire.	MAXIMUM.	MINIMUM.
1853 . . . . .	0 <sup>r</sup> 96	1 <sup>r</sup> 23	1 <sup>r</sup> 74
1871 . . . . .	1 40	1 82	1 10
Accroissement absolu . .	<u>0<sup>r</sup>44</u>	<u>0<sup>r</sup>59</u>	<u>0<sup>r</sup>36</u>
Accroissement p. 100 . .	<u>46</u>	<u>48</u>	<u>49</u>
Résultats de 1872. . . .	1 <sup>r</sup> 38	1 <sup>r</sup> 82	1 <sup>r</sup> 09

#### *Salaires des ouvriers non nourris.*

ANNÉES.	SALAIRE ordinaire.	MAXIMUM.	MINIMUM.
1853.. . . . .	1 <sup>r</sup> 89	2 <sup>r</sup> 36	1 <sup>r</sup> 53
1871 . . . . .	2 65	3 36	2 19
Accroissement absolu . .	<u>0<sup>r</sup>76</u>	<u>1<sup>r</sup>00</u>	<u>0<sup>r</sup>66</u>
Accroissement p. 100 . .	<u>40</u>	<u>42</u>	<u>43</u>
Résultats de 1872. . . .	2 <sup>r</sup> 70	3 <sup>r</sup> 42	2 <sup>r</sup> 19

D'après ce tableau, les salaires, pris dans leur ensemble, se sont accrus en dix-huit ans dans la proportion de 45 p. 100. Quant au salaire des ouvriers non nourris, il s'est maintenu à peu près au double de celui des ouvriers nourris.

Les résultats de 1872, que nous donnons d'ailleurs sous toutes réserves, car les questions de ce genre ne peuvent être étudiées que pour une longue série d'années, indiquent que la moyenne des salaires des ouvriers nourris est restée à peu près stationnaire, tandis qu'il y aurait eu une augmentation assez sensible dans le salaire des ouvriers non nourris, qui constituent d'ailleurs la majeure partie des travailleurs et forment la véritable classe ouvrière, l'ouvrier n'étant nourri par son patron que dans des cas fort rares et dans certaines professions.

Si l'on ne considère que le salaire des ouvriers non nourris, on trouve que pour les hommes le salaire moyen s'est accru, dans l'intervalle précité, de 2 fr. 06 à 2 fr. 90 ou de 41 p. 100, et pour les femmes, de 1 fr. 07 à 1 fr. 48, ou de 38 p. 100.

On voit que le salaire des femmes dépasse à peine la moitié du salaire de l'autre sexe; néanmoins, elles ont participé dans une proportion presque égale à la hausse générale que nous venons de constater.

De 1871 à 1872, le salaire des hommes s'est élevé de 6 centimes, et celui des femmes, de 3 centimes seulement.

A Paris, le salaire habituel des hommes s'est élevé de 3 fr. 82 à 4 fr. 99, ou de 31 p. 100, et celui des femmes, de 2 fr. 12 à 2 fr. 78, ou également de 31 p. 100.

On en conclut que, si les salaires sont beaucoup plus élevés à Paris qu'en province, leur hausse a été relativement moins rapide. Ajoutons que les tableaux de

1872 indiquent qu'aucun changement n'a été porté au niveau des salaires constatés l'année précédente.

On comprend que les variations que nous venons d'indiquer d'une manière générale ont pu ne pas être les mêmes pour chaque profession en particulier. Mais sur ce point nous sommes obligé, faute d'espace, de renvoyer le lecteur au document officiel auquel nous avons emprunté les données sommaires que nous venons d'exposer.

#### IV. — Bureaux et établissements divers de bienfaisance.

La charité légale s'exerce en France par l'entremise des bureaux de bienfaisance. D'après les termes de la loi du 7 frimaire an V, qui régit encore actuellement la matière, il devrait y avoir au moins un bureau par commune, et il se trouve qu'il n'y en a actuellement (en 1872) que 12,953, ce qui correspond à 36 bureaux par 100 communes. Les bureaux sont, d'ailleurs, très-inégalement répartis entre les divers départements. C'est ainsi que si, dans le département de la Seine, il y a un bureau par commune, il y a quatorze départements qui en ont moins de 15 par 100 communes. Il résulte de cette répartition inégale, aussi bien que du grand nombre de localités non encore desservies, que si la statistique des bureaux de bienfaisance peut donner la mesure de la charité légale, elle ne permet pas d'apprécier l'état réel de l'indigence dans notre pays. En 1872, le nombre des individus secourus par les bureaux de bienfaisance s'est élevé à 1,313,579, ce qui correspond à 3.64 par 100 habitants. Mais, pendant que dans le département du Nord la proportion des individus secourus est de 18 p. 100, elle est inférieure à 0.35 p. 100 dans la Corse, les Pyrénées-Orientales et l'Ardèche.

Le nombre des indigents secourus varie d'ailleurs suivant les époques. Toutefois, les moyens d'assistance augmentent, car la proportion qui nous occupe s'est élevée, de 1837 à 1872, de 2.30 à 3.60 p. 100.

Les ressources dont les bureaux de bienfaisance ont disposé en 1872 ont atteint le chiffre de 35,965,970 francs, en y comprenant 7,974,185 francs de fonds libres. Le chiffre total se décompose ainsi :

Revenus propres aux bureaux. . . . .	11,037,064 <sup>6</sup>	39 p. 100
Subventions . . . . .	8,040,400	29 —
Dons charitables . . . . .	5,997,873	22 —
Autres recettes. . . . .	2,916,448	10 —
	<hr/>	
	27,991,785	100 p. 100
Fonds libres répartis en 1872. . . . .	7,974,185	
Total. . . . .	<hr/>	
	35,965,970	

Les bureaux ont en même temps placé, soit en rentes, soit en immeubles, une somme de 8 millions de francs, et augmenté ainsi leurs ressources pour l'avenir.

Si nous passons maintenant aux dépenses, nous trouvons qu'elles ont monté, en 1872, à 24,780,446 francs, laissant ainsi disponible un excédant de recettes de 11,185,524 francs.

Ces dépenses ont été ainsi réparties :

Entretien et construction des immeubles. . . . .	1,494,981 <sup>6</sup>	6 p. 100
Frais { du personnel. . . . .	2,137,775	9 —
{ du matériel . . . . .	509,236	2 —
Secours. . . . .	20,638,456	83 —
	<hr/>	
	24,780,448	100 p. 100

On peut voir par là que ce sont les secours qui en forment la partie de beaucoup la plus prépondérante. Ces secours se divisent ainsi, suivant leur nature :

Secours en nature (aliments, vêtements, chauffage, médicaments, etc.) . . . . .	6,163,727 <sup>f</sup>	78	p. 100
Secours en argent. . . . .	4,474,729	22	—
	<hr/>	<hr/>	
	20,638,456	100	p. 100

En divisant cette somme par le nombre des individus admis aux secours, on trouve que la part moyenne de chacun d'eux n'est que de 15 fr. 71 par an. Cette moyenne varie, selon les départements, de 73 fr. 46 (Seine-et-Oise) à 6 fr. 44 (Hérault). Dans le département de la Seine, 153,465 indigents se sont partagé 4,410,771 francs de secours; ce qui porte la moyenne du secours, par indigent, à 28 fr. 74.

Sous le titre d'*Établissements divers de bienfaisance*, la *Statistique officielle* comprend les *salles d'asile* publiques ou privées, les *ouvroirs*, les *sociétés de charité maternelle*, les *orphelinats*, les *crèches*, les *dépôts de mendicité*. Mais la plupart de ces établissements sont soutenus par la charité privée, et il n'a pas été possible jusqu'à présent d'en établir, pour l'ensemble, la comptabilité complète et d'en déduire, par conséquent, des conclusions générales. Ajoutons que le département de la Seine, où la charité est pourtant si active, n'a pu fournir de données, même incomplètes, sur ces diverses natures d'établissements.

#### V. — Statistique hospitalière.

D'après les renseignements fournis par les préfets, le nombre des établissements hospitaliers qui ont fonctionné en France en 1872 s'élève à 1,482, savoir : 349 hôpitaux, 730 hôpitaux-hospices, et 403 hospices. Dans cette nomenclature ne sont pas compris la maison municipale de santé et 7 établissements de service général à Paris; mais il s'y trouve un certain nombre d'établissements provinciaux qui se bornent à distribuer des secours. Il résulte de ces nombres qu'en moyenne un établissement hospitalier dessert 24,361 habitants.

Le personnel chargé du service des établissements hospitaliers se compose de 27,983 personnes, savoir : 2,693 médecins et chirurgiens, 3,119 employés, 10,851 religieuses et 11,320 servants.

Ces établissements disposent de 89,477 lits, dont 41,991 pour le service des malades, et 47,486 pour celui des infirmes, vieillards et incurables. En rapportant ce matériel au nombre moyen des individus supposés traités pendant toute l'année, on trouve que la proportion des lits inoccupés, qui est de 29 p. 100 dans les hôpitaux, n'est que de 11 p. 100 dans les hospices.

En 1872, il a été traité dans les hôpitaux ou quartiers d'hospices 429,740 malades. Ce nombre s'était élevé, en 1871, à 573,850; nous n'avons pas à rappeler les circonstances exceptionnelles qui ont amené cet encombrement.

Le chiffre actuel des malades traités correspond à un malade pour 84 habitants, soit 1.19 p. 100; mais, tandis que dans le département du Rhône la proportion des malades traités est de 4.44 pour 100 habitants, et dans la Seine de 4.14, le rapport descend dans la Creuse à 0.11.

Si l'on décompose le nombre des malades traités au point de vue de la population

moyenne et du mouvement des entrées et des sorties, on obtient les résultats suivants :

Nombre des individus présents le 1 <sup>er</sup> janvier . . . . .	49,180	11.4	} 100
— — admis pendant l'année. . . . .	380,560	88.6	
— — sortis pendant l'année. . . . .	384,358	89.4	} 100
— — restant le 31 décembre . . . . .	45,382	10.6	

Ces rapports indiquent que la population fixe des hôpitaux équivaut au huitième de la demi-somme des entrées et des sorties, c'est-à-dire de la population en mouvement; on voit de plus, en étudiant le rapport des sorties, lequel est plus élevé que celui des entrées, que la population présente à l'hôpital tend à diminuer.

Les malades traités en 1872 ont fourni 15,368,796 journées de présence, ce qui correspond à un séjour moyen de 36 jours environ. Pour les hommes, la durée du séjour n'est que de 31 jours; elle s'élève pour les femmes et les enfants de 42 à 43 jours. En 1871, le mouvement avait été beaucoup plus rapide, puisque chaque malade n'était resté à l'hôpital que 30 jours en moyenne.

Sur 100 malades traités, il y en a eu 79.6 de guéris, pendant que la proportion des décès s'est élevée à 8.45; mais il convient, pour se rendre compte de la mortalité réelle qui a sévi dans le milieu hospitalier, de rapporter les décès survenus au nombre total des journées de présence. On trouve alors les résultats suivants :

**HÔPITAUX. — Mortalité pour un jour de présence.**

Hommes . . . . .	0,002.37
Femmes . . . . .	0,002.43
Enfants . . . . .	0,002.16
Moyenne. . . . .	0,002.37

Le même calcul avait fourni, pour la période de 1854-1860, 0,002.64; l'année 1861, 0,002.44; et enfin l'année 1871, 0,003.27.

On voit que la mortalité ne cesse de décroître dans les hôpitaux; l'année 1871, fait seule exception. A cette époque désastreuse, la mortalité a dépassé de plus d'un tiers celle qu'on constate en 1872.

Pour se rendre compte de la valeur qu'il faut attacher aux chiffres qui précèdent, il convient de les rapprocher de ceux que donne la population du pays tout entier.

**POPULATION GÉNÉRALE. — Mortalité pour un jour de présence.**

Hommes . . . . .	0,000.06
Femmes . . . . .	0,000.05
Enfants. . . . .	0,000.07
Moyenne. . . . .	0,000.06

On voit que le danger journalier de mourir, qui, dans la population générale, est de 6 cent-millièmes, est de 237 cent-millièmes dans les hôpitaux; d'où cette conséquence que la mortalité journalière est environ 40 fois plus considérable dans les hôpitaux que dans l'ensemble du pays. Mais il ne faut pas oublier que les malades ne sont soumis à cette mortalité exceptionnelle que pendant 36 jours environ.

Le nombre des infirmes, vieillards et incurables entretenus dans les hospices est bien moindre que celui des malades traités dans les hôpitaux; il s'élève, pour 1872,

à 69,857, savoir : 27,563 hommes, 30,857 femmes et 11,437 enfants. C'est, pour l'ensemble, une proportion de 1 assisté sur 524 habitants.

Au point de vue de la population moyenne rapprochée du mouvement des entrées et des sorties, les traités se décomposent ainsi :

Présents au 1 <sup>er</sup> janvier. . . . .	48,139	69.0	} 100
Admis pendant l'année. . . . .	21,668	31.0	
Sortis pendant l'année. . . . .	19,103	27.4	} 100
Présents au 31 décembre. . . . .	50,704	72.6	

Ainsi, tandis que dans les hôpitaux la population fixe n'équivaut qu'au huitième de la population en mouvement, dans les hospices, cette population est plus du double de la demi-somme des entrées et des sorties. Remarquons enfin que si la population permanente des établissements tendait à diminuer dans les hôpitaux, celle des hospices accuse une tendance manifeste à l'augmentation.

On peut négliger, tant il est faible, le nombre des individus qui sortent de l'hospice par voie de guérison. Quant à la mortalité rapportée à une journée de présence, elle est exprimée par le rapport 0,000.45, l'expression trouvée pour les hôpitaux étant de 0,002.37. On en conclut que la mortalité est cinq fois moindre dans les hospices que dans les hôpitaux, mais qu'elle reste encore 7 fois 1/2 plus considérable que celle de la population générale. Il est vrai de dire que pour la population cette mortalité doit être multipliée par 365 jours, tandis que pour les infirmes et vieillards traités dans les hospices la durée moyenne du séjour n'est que de 249 jours environ. Notons en passant que les femmes séjournent à l'hospice beaucoup plus longtemps que les hommes et ces derniers que les enfants.

Faisons maintenant connaître la situation financière des établissements hospitaliers (hôpitaux et hospices réunis).

Bien que le nombre des établissements hospitaliers soit resté depuis longtemps stationnaire, leurs ressources n'ont cessé d'augmenter. En 1833, les recettes étaient de 51,222,079 francs; en 1861, elles s'élevaient à 108,441,828 francs. La réduction de notre territoire les avait ramenées, en 1871, à 99,545,186 francs; elles sont, en 1872, de 106,691,644 francs, lesquelles se décomposent ainsi :

*Recettes (1872).*

Revenus propres aux établissements. . . . .	40,882,592	38.3
Subventions de tout genre. . . . .	24,613,159	23.1
Dons et legs. . . . .	3,564,507	3.4
Recettes diverses. . . . .	5,500,979	5.2
Remboursement de frais des malades payants. . .	15,614,823	14.5
Fonds libres reportés des exercices précédents. .	16,515,584	15.5
	<u>106,691,644</u>	<u>100.0</u>

Le tableau suivant indique les changements que quelques-unes de ces recettes ont éprouvés depuis 1853 :

	PRODUITS d'immeubles.	RENTES	VENTES d'immeubles; aliénation de rentes.	SUBVENTIONS ordinaires.	SUBVENTIONS extraordinaires
1853. . . . .	14,301,906	9,504,497	3,589,484	9,287,686	1,505,325
1861. . . . .	15,700,099	12,315,212	13,331,761	13,238,414	2,873,463
1871. . . . .	16,809,084	14,424,080	4,885,075	18,907,957	1,475,496
1872. . . . .	17,971,015	15,047,702	7,863,875	17,662,219	4,929,189

Pendant la même année, les dépenses se sont élevées à 88,120,917 francs, lais-

sant un excédant de recettes de 18,540,727 francs, supérieur d'environ 2 millions à l'excédant des fonds libres de l'année précédente.

On peut les répartir ainsi :

Dépenses pour l'administration des biens et revenus. . . . .	11,597,142	15.2
Dépense hospitalière proprement dite. . . . .	56,460,449	64.1
Secours à domicile. . . . .	6,225,617	7.1
Dépenses diverses, y compris celles des enfants assistés. . . . .	13,837,709	15.6
	<u>88,120,917</u>	<u>100.0</u>

Voici maintenant la répartition des dépenses hospitalières proprement dites

Personnel. . . . .	8,357,868	14.9
Matériel. . . . .	15,200,244	24.8
Nourriture. . . . .	29,976,018	55.0
Pharmacie. . . . .	2,926,319	5.3
	<u>56,460,449</u>	<u>100.0</u>

A la statistique hospitalière se rattache celle des enfants assistés; mais les modifications qu'on annonce devoir être apportées à cette statistique nous obligent à en retarder l'analyse.

#### VI. — Aliénation mentale.

Le recensement de 1872 porte à 87,968 le nombre des aliénés existant en France, sur lesquels 51,004 ont été recensés à domicile et 36,964 (1) dans les asiles publics ou privés. Il y aurait donc actuellement 2.44 aliénés pour 1,000 habitants. Il y a dix ans, cette proportion n'était que de 2.25.

Sous cette qualification générale d'aliénés, on compte 52,835 fous proprement dits et 35,133 idiots. Il est à remarquer que le plus grand nombre des idiots restent dans les familles, tandis que la grande majorité des fous (62.10) sont traités dans les asiles.

Si, laissant de côté les aliénés demeurant dans leurs familles, nous passons à ceux qui sont traités dans les asiles, nous trouvons, dans la statistique de 1872, les renseignements suivants :

Et d'abord, en ce qui concerne le nombre des asiles, on constate qu'il s'élève à 102, savoir : l'asile de Charenton, 45 asiles départementaux, 15 quartiers d'hospice, ce qui fait 61 asiles publics et 41 asiles privés, sur lesquels 17 reçoivent des indigents et peuvent être ainsi assimilés aux asiles publics proprement dits.

Ce nombre total d'asiles se répartit entre 63 départements, de sorte qu'il y en a encore 24 qui en sont dépourvus.

Relativement à la population entretenue dans les établissements consacrés aux aliénés, c'est l'Asile national qui occupe le premier rang; viennent ensuite, par ordre d'importance, les asiles privés faisant fonction d'asiles publics, les asiles départementaux, les quartiers d'hospices, et enfin les asiles privés qui ne reçoivent que des pensionnaires payants. Dans l'Asile national, la population moyenne est de 538 individus; elle est de 532 dans les asiles privés recevant des indigents, de 492 dans les asiles départementaux, de 424 dans les quartiers d'hospice, et de 59 seulement dans les asiles privés proprement dits.

---

(1) Ce chiffre, fourni par les préfets, est au-dessous de la réalité.

Pour tous les asiles réunis, le mouvement à l'entrée et à la sortie s'est effectué comme il suit :

Présents le 1 <sup>er</sup> janvier 1872 . . . . .	37,554	76	} 100
Admis . . . . .	12,720	24	
Sortis. . . . .	10,784	24	
Restant au 31 décembre. . . . .	39,490	76	

Les présents au 1<sup>er</sup> janvier et les admis, aussi bien que les sortis et les présents au 31 décembre, donnent au total le nombre des malades traités.

Ces derniers se répartissent ainsi, suivant la nature de l'aliénation :

Folie simple . . . . .	33,301	66.2
Folie compliquée d'épilepsie ou de paralysie. . . . .	6,896	13.7
Démence sénile et organique . . . . .	4,882	9.8
Idiotie et crétinisme. . . . .	5,195	10.3
	<u>50,274</u>	<u>100.0</u>

On voit que les individus atteints de folie simple forment à eux seuls les deux tiers des traités, les idiots n'en forment que le dixième.

Le séjour moyen annuel de tous ces malades a été, en 1872, de 282 jours; mais celui des idiots et crétiens se prolonge jusqu'à 308 jours.

Les 12,720 admissions dont il a été parlé plus haut comprennent les individus admis pour cause de rechute, de réintégration après évasion, de transfèrements d'un autre asile. Mais, si l'on ne veut tenir compte que des aliénés admis pour la première fois, on trouve que leur nombre s'élève à 9,658.

Parmi ces derniers, les deux tiers environ n'avaient été atteints de folie que moins d'un an avant leur admission; mais il y en a encore un tiers qui étaient malades depuis une ou plusieurs années. Dans cette classification, il faut distinguer les idiots, dont l'affection date, pour la plupart, de l'extrême enfance.

Si l'on fait abstraction des aliénés simplement améliorés, lesquels figurent presque tous dans les cas de rechute, on trouve que, sur 100 aliénés traités, il en a été guéri 6 en 1872. C'est, du reste, la proportion à peu près générale; mais elle varie suivant la forme de l'aliénation.

Folie simple . . . . .	9.32	guéris p. 100.
Folie épileptique et paralytique . . . . .	0.87	—
Démence sénile. . . . .	0.37	—
Idiotie et crétinisme . . . . .	0.18	—
Moyenne. . . . .	<u>6.14</u>	—

Du reste, on peut dire qu'il n'y a quelques chances de guérison que pour les individus atteints de folie simple. Ces chances sont, en effet, presque nulles dans les autres formes de l'aliénation. Ajoutons, en ce qui concerne les fous, que les quatre cinquièmes des guérisons sont obtenues dans la première année du traitement, et principalement du deuxième au troisième mois. Cette observation montre le grand intérêt qu'il y a pour les familles à envoyer leurs aliénés dans les asiles dès les premières atteintes de la maladie.

Il y avait eu, en 1871, dans tous les asiles réunis, 5,548 décès. En 1872, il s'est produit, sous ce rapport, une amélioration marquée, puisqu'il n'y en a eu cette année que 4,254.

En rapportant ces décès au nombre total des journées de présence, le chiffre de mortalité qui en résulte est de 0,000.30 (au lieu de 0,000.41 en 1871). Cette mortalité est encore cinq fois supérieure à celle de la population générale. La plus forte mortalité continue d'ailleurs à sévir sur les fous épileptiques ou paralytiques et, à un moindre degré, sur les malades affectés de démence sénile ou organique.

Nous rappellerons, en terminant, que la population des asiles de tous genres était, au 1<sup>er</sup> janvier 1872, de 37,554 aliénés. Sur ce nombre, on compte 6,338 pensionnaires et 31,216 indigents, savoir : 18,207 dans les asiles départementaux, 5,391 dans les quartiers d'hospice et 7,124 dans les asiles privés autorisés à les recevoir.

Sur ces 31,216 indigents, 9,367, ou près du tiers, avaient été placés dans des établissements situés hors de leur département, et, par conséquent, à des distances telles qu'il y a lieu de supposer que les familles peuvent rarement les visiter.

### VII. — Monts-de-piété.

Il y a actuellement en France 42 monts-de-piété, répartis entre 24 départements. Le département du Nord en compte 6 à lui seul ; Bouches-du-Rhône et Vaucluse, chacun 4 ; Pas-de-Calais, 3 ; Gard, Meurthe-et-Moselle, Seine-Inférieure, Seine-et-Oise, Var, chacun 2. Enfin, il y a un seul mont-de-piété dans chacun des départements suivants : Ain, Alpes-Maritimes, Côte-d'Or, Doubs, Finistère, Haute-Garonne, Gironde, Hérault, Isère, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Marne, Rhône, Seine, Haute-Vienne.

Quant à la population desservie, elle est de 1,852,000 pour Paris, et de 2,658,000 pour les 41 bureaux de la province.

Le mont-de-piété de Paris l'emporte d'ailleurs à lui seul, et pour le nombre et pour l'importance des opérations, sur tous les bureaux de province réunis.

La statistique de 1872 fournit une démonstration nouvelle de la corrélation qui existe entre la situation économique du pays et le nombre ainsi que l'importance des engagements. C'est ainsi que, par rapport à 1871, le nombre des prêts effectués en 1872 s'est accru de 15 p. 100 et leur valeur de 39.

Le mont-de-piété de Paris, en ce qui concerne les sommes prêtées, a contribué à l'augmentation dont il s'agit dans une proportion beaucoup plus forte : sa part est de 50 p. 100, tandis qu'elle n'est que de 24 pour les 41 monts-de-piété de province.

En résumé, le nombre des engagements s'est élevé, en 1872, pour tous les établissements réunis, à 2,772,358, et leur montant, à 45,886,876 francs. Le nombre des prêts correspond à 62 engagements pour 100 habitants. Mais cette proportion varie de 140 (Lille) à 0.6 (Apt). A Paris, elle est de 78 p. 100.

La valeur moyenne des prêts est actuellement de 16 fr. 45 (elle n'avait été que de 13 fr. 75 en 1871). Mais à Paris, elle s'élève à 19 fr. 58. On se rendra compte de la faiblesse de cette moyenne si l'on veut songer que le tiers des prêts porte sur des nantissements de moins de 5 francs, les deux cinquièmes sur des nantissements de 5 à 10 francs, et les 15 centièmes sur des prêts de 20 à 25 francs, de sorte que l'ensemble des prêts de ces trois catégories forme les 87 centièmes du nombre total des prêts effectués.

A l'inverse des articles engagés, dont la valeur moyenne a sensiblement aug-



menté, celle des articles renouvelés a baissé : elle n'est que de 23 fr. 60 (24 fr. 40 à Paris; 24 fr. 33 en province), après avoir été de 27 fr. 10 en 1871.

Quant à la valeur moyenne des effets engagés, elle est, en 1872, de 16 fr. 15, savoir : 18 fr. 97 pour Paris, et 12 fr. 90 pour les monts-de-piété de province. On compte d'ailleurs 15 à 30 dégagements pour 100 objets engagés ou renouvelés.

Faute de dégagement ou de renouvellement, les objets déposés aux monts-de-piété peuvent être vendus. Il résulte de ces ventes des *bonis* dont le montant s'est élevé, en 1872, à 1,815,257 francs, somme dont les deux tiers ne sont pas réclamés par les emprunteurs dans les délais voulus, et restent ainsi la propriété des établissements.

Pour l'ensemble des monts-de-piété, les frais d'administration ont atteint, en 1872, le chiffre de 2,576,200 francs, dont les 14 centièmes sont attribués aux frais de personnel : il en résulte que la dépense moyenne par engagement est d'environ 0 fr. 93.

### VIII. — Libéralités aux établissements publics.

Le montant des dons et legs faits par des particuliers aux divers établissements publics (établissements hospitaliers et charitables, religieux, d'instruction publique, etc.), ainsi qu'aux communes ou départements, s'est élevé, en 1872, à 23,001,811 francs. On se rappelle qu'en 1872 ce chiffre n'avait été que d'un peu plus de 13 millions.

Ce total se répartit ainsi, par nature d'établissement :

Établissements hospitaliers et charitables . . . . .	12,455,940 fr.
— religieux . . . . .	7,544,066
Communes et départements . . . . .	2,453,015
Établissements d'instruction publique . . . . .	503,480
— de prévoyance . . . . .	45,310
Total . . . . .	<u>23,001,811</u>

Ces libéralités résultent de 4,806 donations effectuées par 3,853 donateurs.

Si l'on rapproche, suivant la nature des établissements, le nombre des donations de leur valeur totale, de manière à obtenir la valeur moyenne de chacune d'elles, on obtient les résultats ci-après :

	NOMBRE des donations.	VALEUR moyenne d'une donation.
Établissements hospitaliers et charitables . . . . .	2,499	6,896 fr.
— religieux . . . . .	1,806	2,514
Communes et départements . . . . .	405	6,056
Établissements d'instruction publique . . . . .	67	7,514
— de prévoyance . . . . .	29	1,562

Nous nous bornons, dans ce tableau, à faire ressortir la valeur considérable des donations individuelles faites aux établissements d'instruction publique, rapprochée du petit nombre des donations qui leur sont faites. Les établissements religieux reçoivent au contraire des dons peu élevés, mais dont l'ensemble atteint un chiffre relativement considérable, par suite du grand nombre des donateurs.

Les libéralités s'effectuent sous deux formes, en immeubles ou en dons mobiliers (espèces ou titres de rentes). En moyenne, la valeur des dons mobiliers est deux fois plus élevée que celle des dons en immeubles. Ce rapport varie d'ailleurs chaque

année, suivant la nature des établissements favorisés, mais, en général, on peut dire que ce sont les départements et les communes qui reçoivent relativement le plus de valeurs immobilières; les établissements religieux viennent ensuite, et au troisième rang les établissements hospitaliers et charitables. Quant aux établissements de prévoyance, ils reçoivent presque exclusivement des dons mobiliers.

En 1872, deux départements se sont fait remarquer par l'importance exceptionnelle de leurs dons et legs, la Somme, 3,468,000 francs, et la Seine, 2,621,000 francs, résultant, pour le premier, de 147, et pour le second, de 207 donations.

### IX. — Statistique agricole.

Il résulte des informations transmises par les commissions cantonales de statistique que, en ce qui concerne les céréales, les résultats de la récolte de 1872 ont été les suivants :

	NOMBRE d'hectares cul- tivés.	PRODUIT moyen par hectare.	PRODUCTION en grains.  hectolitres.
Froment . . . . .	6,867,152	17.33	119,034,990
Méteil . . . . .	476,745	17.77	8,471,057
Seigle . . . . .	1,888,320	15.76	29,778,012
Orge . . . . .	1,067,979	18.99	20,279,700
Sarrasin . . . . .	695,946	15.66	10,900,951
Mais et millet . . . . .	698,091	16.67	11,635,832
Avoine . . . . .	3,145,486	24.07	76,028,801
	<u>14,839,720</u>	<u>18.60</u>	<u>276,129,343</u>

En 1871, la production en grains n'avait été que de 240 millions d'hectolitres; mais la différence la plus considérable a porté sur le froment, dont le produit en grains n'avait été que de 73 millions, tandis qu'elle est, en 1872, de 119. La plus-value de 1872 tient à l'augmentation de l'étendue cultivée et surtout à l'augmentation du rendement par hectare qui, de 11,38, s'est élevé à 17,33.

Si l'on tient compte de la paille, dont la production, pour toutes les céréales réunies, est estimée à 309 millions de quintaux, valant en moyenne 3 fr. 77 c. le quintal, le prix moyen du grain étant, d'autre part, de 16 fr. 06 c., la valeur totale de la récolte de 1872, en ce qui concerne les céréales, peut être évaluée à 5 milliards 606 millions; c'est 606 millions de plus qu'en 1871, et, grâce à cette plus-value, on peut porter à 377 fr. 75 c., au lieu de 377 francs, la valeur brute de la production à l'hectare. Cette valeur est de 497 fr. 85 c. pour les superficies ensémençées en froment.

Les farineux alimentaires, et, sous ce titre, on comprend les légumes secs, les pommes de terre et les châtaignes, ont occupé, en 1872, 1,906,237 hectares, savoir :

Légumes secs . . . . .	323,776 hectares, ayant produit	5,272,801 hectolitres.
Pommes de terre . . . . .	1,151,443	110,322,500
Châtaignes . . . . .	431,018	5,988,328
	<u>1,906,237</u>	<u>121,583,629</u>

La valeur totale de cette production est de 750 millions de francs, au lieu de 670 millions en 1871.

Parmi les cultures diverses, nous devons distinguer : la betterave, qui, pour une superficie de 369,189 hectares, a fourni une récolte de 118,183,758 quintaux, d'une valeur brute de 254 millions de francs.

Le *tabac* (15,665 hectares), qui a produit 238,567 quintaux de feuilles, valant ensemble 22 millions de francs.

Le *houblon* (3,300 hectares), avec une production de 40,706 quintaux, dont la valeur totale est évaluée à 7,434,000 francs.

La *garance* (11,541 hectares), dont le produit, estimé à 280,000 quintaux, vaut 13,952,000 francs.

En ce qui concerne les *plantes textiles*, la statistique de 1872 fournit les résultats suivants :

	HECTARES cultivés.	PRODUCTION en quintaux.
Chanvre . . . . .	128,226	687,721
Lin . . . . .	82,541	487,436
	<u>210,767</u>	<u>1,175,157</u>

En 1871, ces deux textiles n'avaient produit que 908,000 quintaux de filasse, valant en bloc 104 millions de francs; en 1872, cette production a augmenté de 267,000 quintaux, soit de près d'un quart, et sa valeur s'est élevée à 140 millions.

On n'a pu, en 1872, calculer exactement la quantité de graines de chénevis et de lin employés à la fabrication de l'huile; quant aux huiles de colza, œillette, cameline, navette, etc., la quantité produite s'est élevée à environ 828,000 quintaux, d'une valeur totale de 89 millions de francs, tourteaux non compris.

On estime la production de l'huile d'olive à 399,000 quintaux et la valeur de cette production, non compris les ressences, à 47 millions et demi de francs; mais ce ne sont là que de simples évaluations, les quantités d'huiles réellement fabriquées n'ayant pas été directement relevées.

Si nous passons à la *vigne*, qui, après les céréales, constitue notre plus grande richesse agricole, nous trouvons qu'elle occupait, en 1872, 2,428,737 hectares, soit près des 5 centièmes de la superficie entière de la France. La récolte a été de 54,920,181 hectolitres et sa valeur brute de 1,592 millions de francs, dépassant, pour une production presque égale, la valeur de celle de 1871, de près de 40 millions. Par suite, la valeur de la production à l'hectare, qui était, en 1871, de 641 fr. 42 c., a atteint, en 1872, 654 fr. 51 c.

Quelques mots maintenant sur un certain nombre de productions agricoles accessoires que leur importance ne permet pas de négliger :

Nos sériculteurs ont mis en éclosion, en 1872, 1,082,042 onces de graines représentant une valeur de 17 millions de francs. Ces graines ont produit 9,883,589 kilogr. de cocons valant en moyenne 6 fr. 94 c. le kilogramme, ce qui donne, pour l'ensemble, une valeur de 68,614,802 francs, dépassant de 16 millions de francs le chiffre de 1871.

Quant à nos ruches, dont le nombre a été de 2,072,699, elles ont produit 10,597,090 kilogr. de miel et 2,736,262 kilogr. de cire. On estime à 22,092,000 fr. la valeur de cette double production. Ces chiffres diffèrent très-peu de ceux de l'année 1871.

Les animaux de ferme constituent un des éléments les plus considérables de la richesse agricole; nous croyons devoir reproduire ici les résultats généraux du dénombrement spécial qui a eu lieu en 1872, en les rapprochant de ceux qu'a fournis le recensement de 1866.

	1871.		1866.
Espèce chevaline . . . . .	2,882,851	têtes.	3,313,232
Mulets . . . . .	299,129	—	345,243
Espèce asine . . . . .	450,625	—	518,837
— bovine . . . . .	11,284,414	—	12,733,188
— ovine . . . . .	24,589,647	—	30,386,233
— porcine . . . . .	5,377,231	—	5,889,624
— caprine . . . . .	1,791,725	—	1,679,938
	<u>46,675,622</u>	—	<u>54,866,295</u>

Cette comparaison fait reconnaître un déficit notable dans l'effectif de nos animaux domestiques, mais, indépendamment des réductions de territoire qu'il nous a fallu subir, il faut tenir compte des pertes de toute nature que nous avons éprouvées en 1871 et qui ne pourront être comblées que quelques années plus tard.

**X. — Sinistres.**

Comme en 1871, la statistique des sinistres comprend les incendies, la grêle, la gelée, les inondations et les pertes de bestiaux.

Les pertes résultant de ces sinistres, ainsi que d'autres faits malheureux dont il n'a pas été tenu compte dans le travail que nous analysons, sont atténués dans une certaine mesure par les secours que le Ministère de l'agriculture et du commerce distribue, sur un fonds spécialement affecté à cette destination, aux personnes qui ont éprouvé des pertes non couvertes par l'assurance et que leur situation précaire désigne à l'attention des préfets. Ajoutons que, dans certains cas, extraordinaires, comme de grandes inondations, l'invasion subite d'une épizootie, des lois spéciales pourvoient, dans une plus large mesure, aux nécessités du moment.

Ces secours sont d'ailleurs indépendants des dégrèvements d'impôts que les sinistrés peuvent avoir à réclamer.

Le tableau suivant fait connaître, pour chacun des sinistrés énumérés plus haut, le nombre des individus lésés, ainsi que le montant total des pertes qu'ils ont déclarées.

	NOMBRE des sinistrés.	MONTANT total des pertes.	P E R T E moyenne par individu.
Incendies . . . . .	7,110	34,320,181 fr.	4,827 fr.
Grêle . . . . .	216,040	67,130,222	311
Gelée . . . . .	180,366	51,900,064	287
Inondations . . . . .	85,025	24,626,708	289
Pertes de bestiaux . . . . .	54,225	29,362,969	541
ux et moyenne . . . . .	<u>542,766</u>	<u>207,340,144</u>	<u>382</u>

Voici maintenant le résultat de la répartition des secours sur le fonds spécial.

	NOMBRE des individus secourus.	MONTANT des secours.	SECOURS moyen par individu.
Incendies . . . . .	2,649	246,461 fr.	93 fr.
Grêle . . . . .	72,712	1,176,444	16
Gelée . . . . .	17,205	282,765	16
Inondations . . . . .	10,527	324,520	31
Pertes de bestiaux . . . . .	16,771	420,169	25
Totaux et moyenne . . . . .	<u>119,864</u>	<u>2,450,359</u>	<u>20</u>

Comme en 1871, le montant des secours a été calculé à raison de 5 p. 100 de la perte déclarée par les ayants droit. On peut donc reconstituer le total des pertes qui ont participé aux secours accordés, soit 49,007,180 fr., c'est-à-dire un peu moins du quart du total des pertes déclarées.

Quant aux dégrèvements d'impôts, les comptes préfectoraux en portent le montant à 1,223,156 francs, c'est-à-dire à environ la moitié du chiffre des secours accordés sur le fonds spécial du Ministère du commerce. Nous devons dire à cet égard que les comptes définitifs du Ministère des finances portent le total des dégrèvements à 1,551,351 francs, mais ce chiffre s'applique non-seulement aux sinistres ci-dessus dénommés, mais à la sécheresse, aux ravages de l'oïdium, aux envahissements de la mer, aux pertes totales résultant d'inondations, etc.

Si nous jetons maintenant un coup d'œil sur les divers sinistres, nous trouvons que les incendies ont amené, en 1872, la mort de 87 hommes et la perte de 4,224 animaux domestiques, et les inondations celle de 7 hommes et de 243 animaux.

Ce qui explique le faible secours accordé en cas d'incendie, c'est que ce secours ne porte que sur les pertes non couvertes par l'assurance, lesquelles ne forment que le tiers environ de la perte totale due à ce sinistre. Ajoutons que le secours sur le fonds spécial s'applique principalement aux pertes agricoles, dont le chiffre, immeubles non compris, ne dépasse pas 5 millions.

C'est la grêle qui donne lieu au secours le plus élevé et au dégrèvement le plus important. Vient ensuite la gelée ; mais en ce qui concerne ce dernier sinistre, l'enquête définitive à laquelle donnent lieu les réclamations des intéressés fait presque toujours reconnaître l'exagération du chiffre des pertes primitivement déclarées.

Les épizooties et autres maladies contagieuses et les maladies non contagieuses ont amené la perte de 350,422 têtes de bestiaux, savoir : espèce chevaline, 20,162 ; bovine, 55,401 ; ovine, 181,768 ; autres, 93,091.

A ces chiffres, la peste bovine, qui s'était déclarée en 1870 pour s'éteindre en 1872, a ajouté, pendant le cours de cette dernière année, 3,465 têtes de cette espèce, ce qui a donné lieu à une indemnité spéciale de 609,559 francs, correspondant à une perte déclarée de 1,133,349 francs. En 1871, où ce fléau a atteint son maximum d'intensité, le montant des pertes à couvrir n'avait pas été moindre de 18 millions, et en 1870, on avait déjà déclaré une perte de 4,650,000 fr. La peste bovine a donc coûté à nos cultivateurs une perte de près de 25 millions, pour laquelle il avait été distribué, dans le cours de ces trois années, une indemnité de 10,640,000 francs.

Les documents dont nous venons de donner les résultats ne comprennent pas les sinistres survenus dans le département de la Seine. Le seul tableau qu'ait fourni ce département est l'état des incendies, relevé d'après les informations du colonel des sapeurs-pompiers de Paris. Il y aurait eu, d'après ce relevé, 425 incendies à Paris en 1872, pour lesquels on aurait accusé un chiffre de pertes de 3,776,000 fr., dont près des neuf dixièmes étaient assurés.

T. LOUA.